Russie : vers une mise en cause du droit à l’avortement?

Description

Dans la ville de Saratov, des prêtres sont désormais affectés auprès des établissements de santé qui assurent des consultations de gynécologie. Sur ordre du métropolite Ignatiï, qui officie dans la région, ces prêtes sont désormais chargés de dissuader les femmes qui le souhaiteraient d’avoir recours à l’avortement. Une liste de 19 établissements médicaux a été établie, chacun se voyant assigner un membre du clergé. Officiellement, ils sont chargés de « *l’accompagnement spirituel des patientes et du personnel médial des consultations pour femmes* ». Le document qui a circulé fixant l’ordre à ces religieux de prendre leurs fonctions immédiatement ne précise pas comment ils doivent procéder exactement. Il n’est pas dit non plus si les patientes ont la possibilité de refuser de s’entretenir avec eux.

Cette décision locale intervient dans un contexte général où les organisations « pro-life » sont de plus en plus soutenues par les autorités, par l’Eglise orthodoxe russe et par les organisations militaires qui leur accordent des subventions de plus en plus importantes. En octobre, différentes villes du pays ont vu organiser des actions anti-avortement comme, par exemple, des installations composées de chaussures d’enfants avec des panneaux indiquant : « *J’aurais pu devenir enseignant* » ou « *J’aurais pu devenir médecin* ». La plupart des organisations pro-life adoptent une rhétorique de plus en plus agressive, condamnant par exemple l’avortement même en cas de viol.

Certains activistes, notamment des médecins, tentent depuis plusieurs mois d’appeler au respect du droit à l’avortement (la loi l’autorise jusqu’à 12 semaines), mis en cause par la promotion agressive des fameuses « valeurs familiales traditionnelles », sur fond d’évolution démographique catastrophique.

Sources ; *Novaya Gazeta Evropa, Meduza.io, The Moscow Times.*

date créée
19/11/2025
Champs de Méta
Auteur-article : Céline Bayou